

CAP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1125

VENREDI 22 JANVIER 2016

Dispensé de timbrage BREST CTC

Avec les éleveurs

Les éleveurs traversent une période de crise, notamment ceux de porcs. Alors que les premiers effets du plan gouvernemental annoncé le

22 juillet commencent à se faire sentir, une grande partie de la profession demande maintenant des comptes aux dirigeants des groupements de producteurs, responsables de la crise actuelle.



« Le plan est pleinement opérationnel »

Le Plan de soutien à l'élevage a été annoncé par le gouvernement le 22 juillet dernier et a été complété, le 3 septembre, pour répondre à la crise traversée par les filières d'élevage. « **Il est désormais pleinement opérationnel** », a annoncé le ministre Stéphane Le Foll, le 6 janvier. 700 millions d'euros ont été débloqués pour la période 2015-2017 sur le budget national, complétés ensuite par 63 millions d'euros de crédits européens.

Pour la Bretagne, 439 producteurs de porcs ont été aidés pour un montant moyen de 7 000 euros par exploitation.

Plus de 11 400 dossiers éligibles au fonds d'allègement des cotisations ont été payés ou sont en cours de paiement. 42 millions d'euros ont d'ores et déjà été attribués aux éleveurs dans le cadre de ce dispositif.

S'agissant des mesures relatives à des allègements ou effacement de cotisations sociales (MSA), le ministre a indiqué que plus de 50 millions d'euros avaient déjà bénéficiés aux exploitants, en particulier par des dégrèvements sur le dernier appel à cotisation de 2015. Au total, ce sont 87 millions d'euros qui avaient été mobilisés pour diminuer les cotisations sociales MSA des éleveurs.

Ainsi au titre de l'allègement des cotisations et des mesures sociales, ce sont

180 millions d'euros qui ont été versés aux éleveurs en difficulté.

Pour ce qui est des mesures de restructuration bancaire, Stéphane Le Foll a indiqué que près de 3 700 dossiers avaient été déposés. Le ministre a également confirmé le report de la date de dépôt des dossiers de restructuration bancaire. Cela constituait une attente forte de la profession.

Enfin, le ministre a également indiqué qu'au titre des mesures fiscales, l'État avait d'ores et déjà enregistré 9 000 demandes de report des impôts directs, 10 000 demandes de remise gracieuse et 30 000 demandes d'exonération au titre de la taxe sur le foncier non bâti.

À Pleyben, Emmanuel Macron a été interpellé sur la crise de la filière porcine par de jeunes producteurs. Le ministre a rappelé que les distorsions de concurrence, en particulier avec l'Allemagne, sont en passe d'être comblées avec l'instauration d'un smic dans le secteur agricole en Allemagne. C'est maintenant, à la profession de s'organiser de manière à pouvoir obtenir des prix plus rémunérateurs de la part de la grande distribution. Le ministre a également insisté sur la montée en gamme des productions et sur les investissements nécessaires dans les abattoirs.

CAP
FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 21/01/2016



PRESSE
URGENTE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Dezemer mad !

L'accueil de réfugiés dans le Finistère, en particulier dans la région de Fouesnant, donne lieu à des réactions d'hostilité indignes. La manifestation de soutien organisée le 17 janvier, à laquelle ont participé près de 400 personnes, a permis de montrer que les Finistériens ne se reconnaissent pas dans les actes racistes commis depuis quelques semaines. Alors qu'une commerçante quimpéroise a été obligée de fermer sa boutique, suite à des menaces, cette démonstration est salutaire.

Le Finistère a été et restera une terre d'accueil. Hier, ce furent les Républicains espagnols, aujourd'hui ce sont des Kurdes. Certains, à l'Extrême-droite, tentèrent aussi, dans les années 30, de rejeter ces réfugiés, d'attiser les peurs. Cette fois encore, les Finistériennes et les Finistériens ne tomberont pas dans ce piège grossier.

PS29

Chiffre de la semaine

70,5 milliards d'euros

C'est le montant du déficit de l'État pour 2016, soit 4 milliards d'euros de moins que les prévisions.